

SYNTHÈSE DU RAPPORT DU XIV^{ème} FORUM DES MINISTRES DE LA CULTURE ET DES RESPONSABLES DES POLITIQUES CULTURELLES D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES.

Caracas, République bolivarienne du Venezuela, les 28 et 29 septembre 2005.

Deuxième journée : le 29 septembre 2005.

Séance du matin.

Avant de commencer la séance du matin de la deuxième journée du Forum, Mme. Silvia Díaz, présidente du Conseil National de la Culture du Venezuela, a informé les délégués que celle-ci serait présidée par Son Excellence M. Manuel de Jesús Salazar, ministre de la Culture et des Sports du Guatemala et vice-président du Forum, le modérateur étant M. Alberto Murillo, directeur des Relations internationales du CONAC.

Son Excellence M. Manuel de Jesús Salazar (**Ministre de la Culture et des Sports du Guatemala**) a exposé l'ordre du jour originellement approuvé et a proposé de réaliser un changement et de débiter la séance avec un débat sur le soutien accordé à l'**avant-projet de Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles** ; proposition qui a été approuvé.

M. Herman van Hooff (**Représentant du Sous-directeur général adjoint pour la Culture de l'UNESCO et Directeur du Bureau Régional de la Culture pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNESCO**) a déclaré que cet avant-projet de Convention faisait partie d'un ensemble de déclarations et d'instruments normatifs déjà approuvés par l'UNESCO qui se complètent et s'enrichissent mutuellement. Par exemple, la Déclaration adoptée en 2001, document de référence très important qui a servi de base, en 2003, à l'étude de la faisabilité de l'adoption d'une convention sur la diversité culturelle, en convoquant, pour ce faire, des réunions de groupes d'experts indépendants et d'experts gouvernementaux afin de réfléchir à la question jusqu'en juin 2005 et qui a eu comme résultat l'avant-projet de la Convention. Ensuite, il a brossé un bref historique de la structure du texte de l'avant-projet.

Il a ajouté que la Convention constitue un engagement juridique, car c'est un instrument normatif international qui lie les Etats qui y adhèrent, qui reconnaît que les biens et services culturels sont porteurs d'identité, de valeurs et de sens et ne peuvent être considérés comme des marchandises ou des biens de consommations courants. Il a insisté sur le fait que le texte met l'accent sur la nécessité pour les Etats membres d'adopter toutes les mesures de protection et de promotion de la diversité des expressions culturelles, en assurant, dans le même temps, la libre circulation des idées et des œuvres. Il a signalé que le document prend en compte un nouveau concept de coopération internationale qui fait référence à l'intégration de la culture dans le développement durable ainsi qu'à la coopération pour le développement, ce qui implique un traitement préférentiel pour les pays en voie de développement. D'autre part, il a souligné que la diversité des expressions culturelles ne peut se régénérer que lorsque existent des échanges culturels et un véritable accès aux expressions culturelles mondiales.

Il a ajouté que le soutien des membres du XIV^{ème} Forum des ministres de la Culture d'Amérique latine et les Caraïbes à l'avant-projet de Convention contribuera au succès de ce processus.

M. Avelino Stanley (**Sous-secrétaire d'Etat à la Culture, à la Créativité et à la Participation populaire de la République Dominicaine**) a demandé quel type d'objection avait rencontré le document et de la part de quels pays.

M. Herman van Hooff (**Représentant officiel de l'UNESCO**) a informé les délégués que l'on avait beaucoup réfléchi à la définition et aux objectifs de la Convention ainsi qu'au droit des Etats membres à définir leurs politiques culturelles. Il a dit que les industries culturelles et le libre commerce avaient été des thèmes centraux de la discussion.

M. Alberto Murillo (**Modérateur et Directeur général sectoriel des Relations internationales du Conseil National de la Culture (CONAC) du Venezuela**) a suggéré que

le soutien apporté à l'avant-projet de Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles apparaisse dans le document final du Forum sous la forme d'un paragraphe présentant l'avant-projet comme un mécanisme d'intégration ayant reçu le soutien chaque Etat membre.

M. João Luiz Silva Ferreira (**Secrétaire exécutif du ministère de la Culture du Brésil**) a indiqué que le ministère de la Culture du Brésil et le gouvernement brésilien soutiennent la Convention, ont participé à tous le processus en articulant des soutiens à travers leurs relations bilatérales et ont créé un secrétariat de la Diversité culturelle et des identités au sein du ministère de la Culture. Il a suggéré, non seulement de soutenir la Convention mais de définir une stratégie d'élaboration de mesures politiques afin d'assurer l'application de la Convention.

M. Eudoro Fonseca Yerena (**Directeur général des Relations culturelles du Conseil National de la Culture et des Arts du Mexique**) a déclaré que CONACULTA considère que le texte, s'il est approuvé, remplit les objectifs qu'il s'était fixé car il établit un important précédent en traitant de manière spécifique les biens et les services culturels en tenant compte du fait que leur double nature économique et culturelle fait d'eux, outre d'importants biens de consommation, des éléments porteurs d'identité, de valeur et de sens. Il a signalé également que la Convention reconnaît le droit fondamental des Etats d'établir librement leurs politiques et de prendre les mesures pour assurer la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (article 5, règle générale relative aux droits et obligations).

Il a ajouté que pour le Mexique, ce document représente l'occasion historique de considérer la culture d'une autre manière, non comme un objet somptuaire récepteur de subventions mais comme un générateur de bien-être, un environnement favorable à la rencontre et à la vie en commun où le respect de l'identité des communautés est essentiel pour la conservation de leur spécificité.

Il a souligné que l'article 8, relatif aux mesures de protection des expressions culturelles, aborde un thème d'un intérêt fondamental pour le secteur culturel en établissant le droit des parties à déterminer les situations dans lesquelles les expressions culturelles de son territoire sont en danger d'extinction, sont menacées d'un dommage sérieux ou exigent des mesures urgentes de sauvegarde. Il a commenté que le principal problème qui est apparu au cours de la négociation de l'avant-projet et qui a provoqué des controverses entre le secteur culturel et le secteur économique dans son pays a été la question juridique, le rapport de l'avant-projet avec les autres instruments, de nombreux Etats membres ayant manifestée leur préoccupation en raison du fait que cet instrument n'était pas subordonné à d'autres accords internationaux. Il a manifesté son accord avec le texte finalement approuvé au terme des réunions intergouvernementales et a dit qu'il supposait la complémentarité et non la subordination entre cette Convention et d'autres instruments.

M. Ismael González González (**Vice-ministre de la Culture de Cuba**) a rappelé les propos tenus antérieurement par le ministre de la Culture de Cuba au sujet de l'importance accordée par son pays à la Convention. Il a également déclaré que c'était un honneur que le Mexique, un Etat membre de l'Amérique latine et des Caraïbes, ait été choisi pour présider la Quatrième Commission de la 33^e Conférence générale de l'UNESCO qui aura la charge de débattre de l'avant-projet. Il a dit que la Convention est un catalyseur qui nous obligera à nous asseoir à une même table avec les experts économiques et commerciaux pour définir la spécificité des produits et des biens culturels ainsi que le rôle de la culture au sein des économies nationales, question qui a déjà été débattue dans d'autres forums de la culture au cours de ces dernières années.

Il a reconnu qu'il était important pour le Forum des ministres de la Culture et des responsables des politiques culturelles d'Amérique latine et des Caraïbes que cette Convention soit approuvée au moment où des influences hégémoniques se font sentir dans le domaine culturel et a souligné l'importance de pouvoir compter sur une convention qui protège explicitement les Etats membres qui, à l'exemple de Cuba, disposent de moins de ressources économiques pour mettre en valeur leur richesses naturelles. Il s'est dit convaincu que la région, représentée par le GRULAC (Groupe d'Amérique latine et des

Caraïbes), dans le cadre de la Conférence générale de l'UNESCO, favorise l'adoption de la Convention en employant des arguments basés sur de très légitimes et profondes raisons. Il a dit que son pays approuvait sans réserves cette Convention qu'il considère comme une étape importante. Enfin, il a mentionné que le débat qui s'est déroulé dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce a constitué un exercice qui a montré les tensions existantes autour de la question de la culture mais que, heureusement, aucun consensus ne s'est dégagé alors permettant de s'adresser à l'UNESCO pour entraver ou contrer, à partir du point de vue du commerce mondial, les progrès de la Convention. Il a qualifié le fait d'étape importante pour la protection et la promotion des richesses et des valeurs de l'humanité et de victoire de la culture sur le commerce.

Mme. Ingrid Kauffmann Morales (**Assistante exécutive de la Direction générale de l'Institut nicaraguayen de la culture**) a dit qu'il existait des expressions culturelles qui devaient faire l'objet de mesures urgentes de sauvegarde, comme c'est le cas des langues vernaculaires.

Elle a dit que son pays devait faire l'objet d'actions urgentes pour la protection des langues en danger, en particulier de celles de la côte caraïbe. Elle a proposé d'ajouter aux recommandations qui vont figurer dans cette Convention celle prévoyant que les gouvernements, à travers leurs ministères ou secrétariats à l'Education, établissent l'enseignement d'au moins une langue vernaculaire, pouvant être soit la plus importante soit celle qui est en voie de disparition.

Elle a mentionné le cas du Salvador qui, en établissant l'enseignement obligatoire du Náhuatl dans 22 de ses départements, a réalisé un important travail de sauvegarde de cette langue. Elle a également rappelé qu'en Amérique latine, seul le Paraguay a protégé depuis toujours sa langue autochtone, le Guaraní.

M. Avelino Stanley (**Sous-secrétaire d'Etat à la Culture, à la Créativité et à la Participation populaire de la République Dominicaine**) a proposé que la plupart des délégués, qui représenteront sûrement leurs Etats membres à la prochaine Conférence générale, s'y rendent avec l'intention, non seulement de témoigner du soutien du Forum à l'avant-projet, mais de défendre l'authenticité du document et de ne permettre sous aucun prétexte que son contenu soit modifié par les puissants au détriment de l'intérêt des latino-américains, des caribéens et, en général, des pays en voie de développement.

M. Eric Butler (**Fonctionnaire du ministère du Développement communautaire, de la Culture et de la Parité de Trinité-et-Tobago**) a rappelé que trois des Etats membres des Caraïbes ont participé activement aux discussions préliminaires lors de l'élaboration de cette Convention : la Jamaïque, la Barbade et Sainte-Lucie. Il a mentionné tout particulièrement le travail réalisé par la Jamaïque. Il a dit que son pays, Trinité-et-Tobago, ainsi que les autres Etats membres des Caraïbes, ont décidé d'accorder tout leur soutien à l'approbation de la Convention, car cet instrument normatif jouera un rôle important pour leurs politiques culturelles, en particulier dans le domaine de la diversité culturelle. Il a dit que Trinité-et-Tobago travaille en ce moment au développement d'une nouvelle politique culturelle en tenant compte de sa propre diversité culturelle.

M. Thomas Matthew (**Fonctionnaire culturel principal du ministère du Tourisme, de l'Aviation civile, de la Culture et des Arts de la scène de la Grenade**) a expliqué que son pays, comme les autres Etats membres des Caraïbes, avait étudié l'avant-projet pendant un certain temps dans le cadre de son combat pour concevoir et définir des politiques culturelles. Il a dit qu'il était convaincu que dans la mesure où le processus se prolonge il sera plus difficile d'élaborer lesdites politiques, si l'on tient compte de la rapidité avec laquelle évoluent nos cultures et, par conséquent, de la flexibilité qui doit caractériser ces politiques. Il a qualifié cette Convention de très opportune car elle couvre un champ très large en matière de promotion et de protection du patrimoine. Il s'est dit préoccupé par la question des industries culturelles et par les paramètres que la Convention va prendre en compte. Il a dit également qu'il n'était pas convaincu que la question soit claire pour les autres Etats membres, c'est-à-dire qu'il s'inquiétait de savoir si les accords commerciaux prévoyaient un traitement préférentiel pour nos industries culturelles. En ce qui concerne le processus de révision de l'avant-projet, il a souhaité savoir si le représentant officiel de

l'UNESCO considérait que les Etats membres participants étaient satisfaits des éléments inclus dans le document afin d'œuvrer en faveur de la préservation, protection et promotion de nos industries culturelles. Car, d'après la Grenade, les industries culturelles sont très diverses et l'on sait qu'elles exigent chaque jour une plus grande protection et promotion ; raison pour laquelle ces aspects doivent être pris en compte lors de la discussion du document. Le fait de tenir compte de ces questions permettra à tous d'être satisfaits de la manière dont le document final aborde la question des industries culturelles.

Mme. Beatriz Parra (**Vice-ministre de la Culture de l'Equateur**) a dit que l'approbation de la Convention était très importante pour son pays et que l'avant-projet était un document très complet. Elle a soutenu la proposition selon laquelle les pays d'Amérique latine et des Caraïbes devaient défendre fermement l'intégrité du document.

M. Herman van Hooff (**Représentant officiel de l'UNESCO**), en réponse aux propos des délégués du Mexique et de la Grenade au sujet du rapport entre l'avant-projet et d'autres instruments internationaux, a expliqué que cette Convention n'était subordonnée à aucun des instruments internationaux en question dans la mesure où tous ces textes étaient des traités. Il a souligné que la Convention accordait une place particulière à la question des industries culturelles car elle incluait une définition des biens et services culturels et des industries culturelles. Il a également expliqué en détail la procédure qui sera suivie pour la discussion et l'approbation du document lors de la Conférence générale.

M. João Luiz Silva Ferreira (**Secrétaire exécutif du ministère de la Culture du Brésil**) a commenté le chapitre 8 de l'avant-projet relatif à l'inter-culturalité et a souligné que celle-ci se réfère à la présence et à l'interaction à part égale de diverses cultures. Il a ajouté que cette notion de « part égale » est une notion quantitative. Il a dit qu'il était difficile qu'un processus d'interaction assume cette dimension quantitative, en notant que le mot qui conviendrait le mieux serait celui de « volontaire », car la véritable interaction positive et saine est celle qui a lieu lorsque chaque partie assimile l'autre avec son propre ensemble de signes, symboles et valeurs, de manière absolument volontaire, c'est-à-dire à travers la libre influence et la libre adhésion aux aspects d'une autre culture. Il a dit qu'il fallait défendre, avec le soutien du Forum, l'intégrité du texte, qui est un document très positif pour la réalité culturelle de notre région et du monde.

M. Luis Armando Soto (**Coordinateur du Groupe des Politiques culturelles et des Affaires internationales du ministère de la Culture de Colombie**) a rappelé que les travaux préparatoires de l'avant-projet ont suscité de grandes tensions entre les secteurs du commerce, de la culture et les chancelleries et que ces tensions sont particulièrement vives maintenant que la délégation des Etats-Unis, lors des séances du Conseil exécutif, a exprimé avec davantage de force ses réserves. Il a demandé à tous de bien se préparer au lobby qui va se mettre en place lors de la prochaine Conférence générale de l'UNESCO. Il a dit que si quelque chose est important pour le Forum des ministres de la Culture et des responsables des politiques culturelles d'Amérique latine et des Caraïbes, c'est précisément de travailler ensemble, de manière coordonnée, lors de la réunion de Paris et a rappelé que, lors de sa présence en tant que délégué de la Colombie aux deux premières réunions d'experts, il a senti une grande dispersion quant à l'articulation des positions des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ce qui l'a fait se sentir très seul. Par contre, il a dit avoir perçu une grande cohésion, articulation et organisation face à ce texte de la part de l'Union Européenne et du Canada. Il a lancé un appel au Forum afin que celui-ci gagne en cohésion car il ne se comporte pas en tant que bloc face au projet.

Il a dit que la Colombie avait été à l'origine de l'avant-projet, dans le cadre du Réseau International des Politiques Culturelles, avec d'autres Etats membres de la région qui, dans ce même cadre, avaient élaboré une proposition de document international destiné à la promotion internationale de la diversité culturelle qui avait fait l'objet de débats lors de plusieurs réunions internationales. Il a dit que la possibilité que ce document soit hébergé, non par l'UNESCO, mais par l'Organisation Mondiale du Commerce avait été envisagée afin de tenter d'intervenir dans le commerce afin de parvenir à un marché pluriel de biens et services. Il a dit que finalement l'UNESCO avait été considéré comme le domaine naturel qui devait héberger cet instrument et que, pour ce faire, les propositions avaient été transmises

au Directeur général de l'UNESCO afin qu'il puisse en apprécier la pertinence. Par la suite, le Conseil exécutif avait recommandé d'entreprendre l'élaboration d'une convention internationale.

Il s'est dit convaincu que les discussions sur ces questions devront se poursuivre aussi bien dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce que lors des négociations pour l'adoption de traités de libre commerce, comme celles qui ont lieu en ce moment aux Etats-Unis.

Il a précisé que la Colombie, le Pérou et l'Equateur mettaient en œuvre des mesures et des politiques contribuant au développement de la créativité en toute souveraineté.

Il a dit que son pays suivra avec attention les discussions de l'avant-projet et que, bien qu'il puisse formuler quelques réserves, la grande valeur de ce texte était d'organiser et de renforcer la coopération au profit de la diversité culturelle.

Son Excellence M. Abel Prieto (**Ministre de la Culture de Cuba**) a mis l'accent sur le fait que toute modification du texte de l'avant-projet devait être destinée à renforcer l'idée de diversité et qu'il fallait que l'emporte l'idée selon laquelle la culture n'est pas une vulgaire marchandise.

Il a rappelé les paroles du ministre de la Culture du Venezuela lorsque ce dernier disait que toute prétention au développement, toute prétention civilisatrice devait respecter la biodiversité et la diversité culturelle.

M. Eleston Adams (**Vice-ministre de la Culture du ministère du Logement, de la Culture et des Transformations sociales de Antigua-et-Barbuda**) s'est demandé si tous les participants à la réunion comprenaient ce qu'était la diversité culturelle et savait ce qui avait été considéré pendant de nombreuses années comme étant la diversité culturelle. Il s'est demandé également si les habitants des pays des délégués avaient été informés du contenu des débats portant sur cette question.

Il a dit qu'au cours des discussions qui ont eu lieu aujourd'hui sur la question de l'avant-projet tous les participants ont manifesté que leurs gouvernements respectifs connaissaient parfaitement le document et le soutenaient. Il s'est demandé également combien de pays, parmi ceux qui ont participé aux travaux relatifs à l'avant-projet, ont mis en place une politique culturelle et combien, parmi eux, l'ont modifiée en tenant compte du caractère changeant du monde actuel pour maximiser ainsi ses avantages.

Il a reconnu l'importance que prend l'usage de la langue espagnole et également l'importance de connaître une seconde langue. Il a offert son soutien pour lancer un appel à la population de son pays afin qu'elle apprenne une seconde langue et communique ainsi plus efficacement.

Son Excellence M. Neville W. Wisdom (**Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Affaires culturelles des Bahamas**) a confirmé le soutien des Bahamas à l'avant-projet et a exprimé son accord avec les propos tenus antérieurement par certains délégués au sujet de l'approbation et de la ratification postérieure de la Convention. Il a également fait référence à l'impact de la diversité culturelle dans son pays. Il a dit que les Bahamas soutenaient le document tel qu'il était rédigé. Il a dit également que cette Convention allait interagir avec d'autres documents normatifs internationaux sans entrer en contradiction avec eux. Il a dit, en ce qui concerne le libre commerce et la propriété intellectuelle, qu'il fallait accorder une attention toute particulière à l'utilisation de ces instruments normatifs internationaux et prendre les mesures pertinentes afin que le patrimoine culturel soit davantage protégé de l'usurpation globale que pourraient susciter certains accords internationaux en matière de libre commerce.

Il a mentionné le problème que constituaient les migrations illégales pour les frontières de la région et a dit qu'il fallait adopter des mesures afin de protéger les intérêts nationaux.

Il a dit que la diversité culturelle de nos peuples était constamment redéfinie par différents facteurs ce qui impliquait de travailler pour atteindre un équilibre en matière de coopération internationale entre les Etats membres au bénéfice de leurs intérêts nationaux.

Son Excellence Mme. Magali Comeau Denis (**Ministre de la Culture et de la Communication d'Haïti**) a exprimé le soutien de son pays à l'avant-projet de Convention sur la diversité culturelle et a dit qu'il était nécessaire de défendre l'adoption de cet instrument ainsi que son contenu. Elle s'est plainte néanmoins de ce que le document ne

parvienne pas à recueillir les différentes réalités de chacun des pays, bien qu'elle reconnaisse qu'un texte de cette nature doit être général pour satisfaire tout le monde.

Elle a rappelé que son pays traverse une situation interne extrêmement différente de celles que connaissent les autres pays de la région.

En ce qui concerne le texte de l'avant-projet, elle a dit que, bien qu'il mette l'accent sur la nécessité de prendre en compte la culture dans tout processus de développement, il n'insiste pas suffisamment sur la disparition de diverses formes d'expression.

Elle a dit qu'en Haïti, par exemple, le déséquilibre provoqué par la déforestation avait porté atteinte à certaines pratiques religieuses, en particulier à certains rites directement liés à la périodicité des récoltes et que les pratiques culturelles sont donc menacées lorsque les politiques agricoles ne respectent pas le rythme de ces récoltes.

Des résultats similaires se produisent également lorsque des sectes nord-américaines présentent le vaudou comme la religion du diable et les agissements de ces sectes, qui ont la capacité d'étendre leur influence jusque dans les écoles et auprès de la population pauvre d'Haïti, constitue une menace pour l'existence de cette expression religieuse.

Elle a exprimé son espoir de voir les Etats membres, unis, parvenir à faire adopter la Convention et continuer à être solidaires afin de pouvoir faire face aux difficultés spécifiques qui entravent les politiques de préservation de la diversité culturelle.

M. Alberto Murillo (**Directeur général sectoriel des Relations internationales du Conseil National de la Culture (CONAC) du Venezuela et Modérateur**) a apprécié le consensus qui s'est exprimé en soutien à l'avant-projet de la Convention et a proposé, une nouvelle fois, que le document final du Forum comporte un paragraphe concernant le soutien que le Forum accorde à cette Convention de l'UNESCO. Il a demandé que l'on passe au second point de l'agenda : « Le débat sur le renforcement institutionnel du Forum des ministres d'Amérique latine et des Caraïbes ».

Débat sur le renforcement institutionnel du Forum des ministres d'Amérique latine et des Caraïbes.

Mme. Olga Rufins Machin (**Secrétariat technique du Forum/Bureau Régional de la Culture de l'UNESCO**) a présenté le « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes » et a rappelé que ce projet avait été adopté lors du XXI^{ème} Forum des ministres de la Culture et des responsables des politiques culturelles d'Amérique latine et des Caraïbes, qui s'était tenu en 2001 à Saint Domingue. Elle a expliqué qu'à l'origine il avait été conçu comme un forum virtuel permanent destiné à faciliter les échanges entre tous les Etats membres de la région. Elle a dit, qu'à la demande des Etats membres, le projet avait compté, et compte toujours, pour son exécution sur le soutien du Bureau Régional de la Culture de l'UNESCO et qu'une première version avait été présentée en novembre 2002, au cours du XIII^{ème} Forum des ministres qui s'était tenu à Cuenca, en Equateur.

Elle a précisé que le Portail, qui compte déjà sur des versions en espagnol et en anglais ainsi que sur un Annuaire des institutions, a pour objectif de faciliter les échanges et la communication entre tous les hauts fonctionnaires de la culture de la région. Elle a présenté toutes les sections du Portail. Elle a demandé à tous les Etats membres d'envoyer des informations sur les projets en cours, sur leurs manifestations culturelles afin de les intégrer à l'Agenda culturel et sur toutes les actions en cours qu'ils souhaiteraient divulguer plus largement afin qu'elles servent d'éléments susceptibles de faire l'objet d'une recherche et de point de départ pour nouer des contacts entre tous les Etats membres. Elle a demandé que soit accordée toute l'attention qu'elle mérite à la désignation des coordinateurs nationaux, en rappelant que le profil du poste correspond à celui de spécialiste d'un ministère ou d'une institution culturelle, connaissant parfaitement les programmes, les actions et les activités développées par son institution et ayant des connaissances générales en matière d'informatique et de sites Internet. Elle a informé qu'en ce moment treize Etats membres font partie du réseau de coordinateurs nationaux du Portail et que l'un d'entre eux a été désigné précisément par la délégation d'un Etat membre présent à la suite des débats qui ont eu lieu le premier jour de travail du Forum. Elle a rappelé à tous les participants que le dernier rapport statistique du Portail, correspondant à août 2005, figure dans leurs dossiers et documents.

Son Excellence M. Francisco Sesto Novás (**Ministre de la Culture de la République bolivarienne du Venezuela**) a proposé de modifier le Forum afin qu'il ait l'importance qu'il doit avoir et permette ainsi de maintenir un dialogue franc et transparent. Il a rappelé également qu'il existe trois grands forums de la culture, celui de l'OEA, celui de l'OEI et le Forum des ministres et a insisté sur le fait que ce dernier est le plus important car il est, dans son genre, celui qui fait preuve du plus haut niveau car il n'a pas pour finalité une conférence, mais qu'il est en lui-même une conférence. Il a également proposé que le Forum mette lui-même l'accent sur le fait qu'il est un forum pour l'intégration latino-américaine et caribéenne et a signalé la nécessité de récupérer son rythme annuel et la caractéristique démocratique d'établir des liens en condition d'égalité absolue. Il a souligné que c'est un Forum qui ne devrait pas durer deux jours mais les 365 jours que compte l'an.

Son Excellence Mme. Magali Comeau Denis (**Ministre de la Culture et de la Communication d'Haïti**) a proposé une légère modification quant au nom du Forum en ajoutant le mot « culturelle » à ce qui a été proposé par le ministre Sesto, c'est-à-dire « Forum pour l'intégration culturelle de l'Amérique latine et des Caraïbes ». D'autre part, elle a demandé, au nom d'Haïti et des minorités francophones des Caraïbes ainsi que de la diversité culturelle, qu'une version en français du « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes » soit bientôt disponible.

M. Luis Armando Soto (**Coordinateur du Groupe des Politiques culturelles et des Affaires internationales du ministère de la Culture de Colombie**) a exprimé son soutien à la proposition d'Haïti et a dit qu'il était de la responsabilité de tous de trouver les financements afin que le Portail dispose de sa version en français mais également en portugais. Dans ce sens, il a proposé de lancer un appel au GRULAC, qui œuvre au sein de l'UNESCO, afin d'obtenir un financement extrabudgétaire ou tout autre type d'aide supplémentaire pour le projet. Il a également félicité les coordinateurs du Portail pour l'utilité de cet outil et a offert le soutien de la Colombie. Il a également souligné la nécessité de clôturer le Forum en ayant défini le siège de la prochaine rencontre.

Ensuite, il a brossé à grands traits un panorama des agences et des organismes intergouvernementaux au service de la culture dans la région et a demandé d'essayer d'articuler le travail du Forum avec certains des projets qui sont en cours de réalisation par ces instances et en même temps de travailler à ce que le Forum se spécialise et se différencie qualitativement des autres forums.

Il a rappelé, en plus des éléments mentionnés par le ministre de la Culture du Venezuela concernant le Forum des ministres de la Culture et des responsables des politiques culturelles d'Amérique latine et des Caraïbes, que ce forum est le premier et celui qui compte la plus longue histoire. C'est pourquoi, sans s'opposer aux changements, il propose de réfléchir au changement de nom proposé par le ministre de la Culture et de la Communication d'Haïti.

Il a suggéré que trois thèmes soient abordés dans le cadre du Forum :

1. La pertinence, pour le Forum, de s'engager de manière plus déterminée dans le renforcement des capacités nationales en matière de coopération internationale dans le domaine de la culture afin de contribuer au développement.
2. Le renforcement des politiques culturelles extérieures dans nos pays, en réalisant une analyse comparée de nos institutions.
3. Le thème de la culture et le combat contre la pauvreté.

Son Excellence M. Abel Prieto (**Ministre de la Culture de Cuba**) a apporté son soutien à la proposition de la Colombie selon laquelle il fallait avancer dans la réalisation de projets concrets d'intégration et ne pas se hâter de changer le nom du Forum.

Il a souligné que tous les Etats membres constituent une famille mais qu'existent des institutions très différentes, des situations très diverses du point de vue politique et c'est pourquoi il a demandé d'avancer en faisant preuve d'une « prudence féconde ».

Il a dit que ce qui sauvera ce Forum se sera la capacité de tous, dans les conditions communes de manque de ressources, d'avancer dans la réalisation de projets concrets, en profitant des synergies, de l'union et de ce qu'il est possible d'obtenir grâce à l'unité et à la coopération.

Il a apporté son soutien à la proposition du ministre de la Culture d'Haïti de demander à l'UNESCO, qui a soutenu le « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes », une aide supplémentaire afin de disposer de versions en français et en portugais. Il faut tirer davantage parti de ce projet. Il a évoqué, à son tour, la question du nombre de membres ayant désigné des coordinateurs nationaux pour le Portail et a mis l'accent sur le fait qu'il fallait que tous soient représentés dans le réseau des coordinateurs nationaux afin de disposer, sur ce site Internet, d'informations relatives à l'actualité culturelle de tous les pays de la région et que se généralise la pratique de consultation ce site. Il a précisé que le nombre de visiteurs était encore modeste et qu'il fallait promouvoir davantage l'utilisation du Portail qui est une forme d'intégration très économique que nous permettent les nouvelles technologies. Il a demandé à tous d'envoyer les informations concernant les manifestations culturelles organisées au Portail afin de favoriser la plus large participation possible à ces manifestations.

D'autre part, il a apporté son soutien à l'idée du Venezuela de créer un musée virtuel de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'à son offre de financement, et a ajouté que tous les Etats membres intéressés par ce musée devaient également nommer un spécialiste afin de commencer à travailler à la réalisation du projet, ce qui permettrait de l'intégrer à Internet sans avoir à attendre que les Etats membres aient transmis l'ensemble des informations, car ce serait un site en élaboration permanente. Il a dit que ce projet pourrait être réalisé dans le cadre du « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes » ou qu'un site Internet indépendant pourrait être créé spécialement pour le musée. Il a dit que ce musée virtuel offrira la possibilité de recueillir, grâce à différents supports techniques, la mémoire culturelle de l'Amérique latine et des Caraïbes et que c'est une très bonne chose que de pouvoir compter sur un musée virtuel qui reflète l'esprit de l'intégration.

Il a fait référence à l'expérience des publications de l'ALBA, qui sont le fruit de la coopération entre le Venezuela et Cuba.

Il a renouvelé sa proposition de réaliser une anthologie bilingue ou trilingue de poésie de tous les pays représentés au Forum, au travers des éditions de l'ALBA, et a demandé au CELARG de soutenir ce projet. Il a également proposé de réaliser une grande anthologie de la musique traditionnelle et populaire de nos pays et de développer le genre du documentaire en tant qu'approche du patrimoine vivant de la région.

Enfin, il a apporté son soutien à la proposition d'augmenter la présence des Etats membres d'Amérique latine dans le CARIFESTA, ainsi que dans d'autres manifestations revêtant un caractère régional.

M. Herman van Hooff (**Représentant officiel de l'UNESCO**) a dit qu'il avait toujours été question de publier le Portail en anglais, espagnol, français et portugais mais que seules les versions en espagnol et en anglais étaient disponibles en ce moment en raison du manque de ressources. Il a dit que le Portail avait été créé avec des moyens très limités et que le fait de pouvoir disposer du Portail en au moins trois langues était l'une des priorités du Bureau Régional de la Culture de l'UNESCO. Il a souligné que le succès et la dynamique du Portail dépendaient des contributions des Etats membres, c'est-à-dire qu'elle se basaient sur les informations envoyées par les Coordinateurs nationaux désignés pour apporter leur soutien au projet et que, pour cette raison, l'actualisation du Portail dépendait, de fait, de tous les Etats membres du Forum. Il a dit que ce Portail avait été conçu comme un portail ouvert qui devait être élargi et enrichi grâce à de nombreuses initiatives. Il a souligné la possibilité qu'offre le Portail de réalisation de forums virtuels. Au sujet de la proposition du ministre de la Culture du Venezuela portant sur la création du musée virtuel, il a évoqué la possibilité que ce dernier soit incorporé au « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes ».

Son Excellence M. Matthew Walter (**Ministre du Développement communautaire, de la Parité et de l'Information de la Dominique**) a exprimé le soutien total de son pays à l'avant-projet de Convention et a souligné l'importance de rapprocher culturellement les Etats membres des Caraïbes et d'Amérique latine, en précisant que cette initiative aura des répercussions positives en matière de développement social.

Il a dit que la Dominique avait bénéficié du développement de relations bilatérales avec des pays comme Cuba et le Venezuela et de la générosité de ces derniers à travers l'opération « Milagro » et l'attribution de bourses à des étudiants de la Dominique leur permettant de

suivre des études dans différentes spécialités. Il a également évoqué le projet PETROCARIBE, mené en collaboration avec le Venezuela, qui a permis de réduire de manière significative les dépenses en carburant. Il a dit, qu'à son avis, ces actions bilatérales constituent des exemples d'intégration culturelle qui contribuent à resserrer davantage les liens entre les populations des Etats membres de la région, ce qui se traduira par un plus grand bien-être économique, social, culturel et politique.

M. Thomas Matthew (**Chef du Bureau culturel de la Grenade, Ministère de la Culture de la Grenade**) a dit qu'il était préoccupé par le fait que la culture est parfois reléguée à un second plan dans les agendas nationaux. Il a mis l'accent sur le fait qu'il apportait son soutien à ce type de Forums auxquels se donnent rendez-vous chaque année les ministres et les experts. Il a considéré que le Forum, non seulement devait changer de nom mais également d'objet, pour se consacrer à l'intégration et à la recherche de consensus lui permettant de s'adresser au monde d'une seule voix.

Les forums, a-t-il dit, développent les liens, l'intégration et la camaraderie entre les peuples de la région. Il s'est déclaré satisfait que les Caraïbes soient, prochainement, le siège d'une des réunions du Forum, bien qu'il reconnaisse que le principal obstacle pour que cela se produise plus souvent réside dans le manque de moyens financiers.

Il a souligné qu'il était pertinent de maintenir un secrétariat permanent du Forum qui joue en rôle central pour l'intégration et qui permette une diffusion plus rapide des informations afin que tous puissent savoir ce qui se passe et quand.

Il a apporté son soutien aux propos tenus par les délégués d'Haïti et d'Antigua-et-Barbuda selon lesquels la barrière de la langue est le principal obstacle à la communication.

Il a souligné que la connaissance d'une seconde langue était nécessaire afin de parvenir à une plus grande intégration, car tous les pays des Caraïbes ont en commun des expériences, une histoire et des cultures semblables. Il a dit qu'il était nécessaire de créer un réseau de réseaux facilitant la réalisation d'un véritable processus d'intégration régionale capable de renverser tous les obstacles.

Il a mis l'accent sur l'importance de l'utilisation des nouvelles technologies et a fait référence en particulier aux portails culturels numériques et à l'importance pour ceux-ci de pouvoir compter sur des versions en différentes langues permettant ainsi l'accès à l'information.

Il s'est prononcé en faveur d'une plus grande participation des Etats membres de la région aux importantes aux manifestations culturelles.

Il a exprimé sa reconnaissance au Venezuela, à Cuba et au Mexique pour l'aide apportée à plusieurs Etats membres des Caraïbes anglophones.

Il a conclu son intervention en évoquant la nécessité d'articuler davantage et mieux les réseaux culturels dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes afin de faciliter la connaissance et la compréhension mutuelles.

M. Alberto Murillo (**Directeur général sectoriel des Relations internationales du Conseil National de la Culture (CONAC) du Venezuela et Modérateur**) a présenté le député Filinto Durán Chuecos, président de la Commission des Affaires économiques, de la Dette sociale et du Développement régional du Parlement latino-américain, qui a présenté la proposition vénézuélienne de Charte sociale des Amériques.

M. Filinto Durán Chuecos (**Député du Parlement latino-américain**) a évoqué le processus d'élaboration collective et participative de la Charte sociale des peuples d'Amérique, en précisant qu'elle est le résultat du travail de quatre éditions du Sommet de la Dette sociale et de l'Intégration qui se sont tenus à Caracas entre 2001 et 2005 et qu'elle a pour objectif de contribuer à la réussite de l'intégration solidaire et humaniste de l'Amérique latine et des Caraïbes et d'éliminer les injustices sociales.

Il a brossé l'historique des origines et du processus d'élaboration de la Charte depuis l'année 2001 dans les différentes assemblées générales de l'OEA, en passant par les propositions de démocratie participative et l'approbation de la Charte démocratique en 2001, la Résolution dénommée « Pauvreté, Equité et Intégration sociale » de 2002, sa présentation et approbation en tant qu'avant-projet en 2004 et en rappelant le début des délibérations, en septembre 2005, qui ont conduit à son approbation définitive. Il a rappelé également les différentes manifestations nationales au cours desquelles le thème a été abordé, son lien avec les Objectifs de développement du millénaire de l'ONU et les Droits de l'homme qui,

selon la conception du gouvernement vénézuélien, ne peuvent pas faire l'objet d'une hiérarchisation (les droits civils ayant la même valeur que les droits sociaux, économiques et culturels). Il a rappelé également la grande Rencontre continentale qui a eu lieu à Caracas au début du mois d'octobre 2005, dialogue ministériel portant sur la Charte social des Amérique qui a compté sur la participation de délégations provenant des pays qui font partie de notre Amérique, composées en particulier de ministres et représentants du domaine social, et qui a eu pour objet de générer un vaste débat démocratique et libre sur la question.

M. Durán a dit que cette Charte social des Amérique pouvait contribuer à combattre la pauvreté, l'iniquité et l'exclusion sociale et prétendait développer sur notre continent l'universalisation des Droits de l'homme, en passant d'un Etat de droit à un Etat de justice caractérisé par la démocratie sociale.

Mme. Samantha Jiménez (**Directrice des Arts visuels du Conseil National de la Culture du Venezuela**) a présenté un catalogue numérique élaboré par le Venezuela, d'une utilisation très facile pour le publique, qui répertorie les vingt-et-une mille pièces d'art que comptent les sept musées nationaux de Caracas. Elle a expliqué qu'il est divisé en quatre sections, qu'il offre l'option de changer de fond, qu'il peut être consulté par artiste et que chaque artiste fait l'objet d'une mini biographie.

M. Alberto Murillo (**Directeur général sectoriel des Relations internationales du Conseil National de la Culture (CONAC) du Venezuela**) a expliqué qu'au Venezuela il existe environ 200 musées, qui ne sont pas tous consacrés à d'art et qui peuvent être nationaux régionaux ou locaux ; le catalogue répertoriant les pièces des 7 musées nationaux d'art. Il a précisé qu'il a fallu pour l'occasion réaliser un logiciel spécial, propriété du ministère de la Culture, mais que le Venezuela est disposé à permettre à tous les Etats membres d'utiliser gratuitement cet outil.

Séance de l'après-midi

M. Alberto Murillo (**Directeur général sectoriel des Relations internationales du Conseil National de la Culture (CONAC) du Venezuela en qualité de Modérateur de la séance du matin**) a proposé de céder la parole aux cinq délégués qui n'ont pas pu intervenir ce matin, avant de passer à la présentation de la Charte sociale des Amériques, au débat qui l'accompagne et à la présentation du Plan d'action.

M. Avelino Stanley (**Sous-secrétaire d'Etat à la Culture, à la Créativité et à la Participation populaire de la République Dominicaine**), considérant que la question du renforcement du Forum avait été suffisamment débattue, a proposé de passer à l'élection du pays qui accueillera le Forum en 2006, en suggérant, dans la mesure où les derniers Forums se sont tenus dans des pays hispanophones, de consulter les pays caribéen anglophones ou francophones pour évaluer la possibilité que le Forum puisse se tenir dans l'un de ces pays.

M. Eric Butler (**Fonctionnaire du ministère du Développement communautaire, de la Culture et de la Parité de Trinité-et-Tobago**) a dit qu'en tant que représentant de Trinité-et-Tobago à ce Forum, il a été mandaté par son gouvernement afin de proposer que son pays soit le siège du XIV^{ème} Forum. Il a mis l'accent sur l'intérêt de gouvernement et sur l'engagement de celui-ci de faire son possible afin que la prochaine rencontre constitue un grand succès. Il a dit que les délégués auront la possibilité de découvrir la riche culture et l'ambiance festive de Trinité-et-Tobago au cours de la prochaine rencontre.

Mme. Pilar Entrala (**Coordinatrice du département des Relations internationales du Conseil national de la Culture et des Arts du Chili**) a signalé que le suivi du Forum est nécessaire et devra être coordonné par le secrétariat *pro tempore* auquel elle adresse ses félicitations. Elle a dit que néanmoins, sans un Plan d'action concret, le travail du Secrétariat permanent du Forum va être très difficile au cours des prochaines années. Elle a considéré que pour élaborer un Plan d'action réalisable, il était nécessaire d'identifier des priorités régionales.

Elle a souhaité que le sentiment d'appartenance à ce Forum soit renforcé et qu'il demeure vif grâce aux actions conjointes et concrètes tournées vers l'avenir. Elle a souligné qu'à son avis, malgré les débats qui ont eu lieu pendant cette rencontre, les participants vont repartir dans leurs pays sans éprouver ce sentiment d'appartenance.

Elle a remercié la délégation de Trinité-et-Tobago pour son offre d'accueillir le XIV^{ème} Forum, ce qui va permettre d'assurer sa continuité. Elle a dit qu'il était nécessaire de pouvoir compter sur la volonté politique de nos ministres.

Elle a proposé que, dans le cadre du Forum, le bloc MERCOSUR travaille en mode de coopération horizontale et se rapproche davantage du CARICOM, en lui proposant une assistance technique sur les thèmes que ce dernier a identifié comme étant prioritaires.

Elle a mentionné tout particulièrement M. Francisco Lacayo, ex-directeur du Bureau Régional de la Culture pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNESCO et a souhaité la bienvenue à M. Herman van Hoof, le nouveau directeur, lequel a dit avoir déjà travaillé avec les techniciens de la culture de MERCOSUR. Elle a remercié tout particulièrement le Venezuela pour l'amitié et la responsabilité dont il a fait preuve dans l'organisation de ce Forum. Elle a commenté la question des droits sociaux des artistes et de l'avenir des administrateurs culturels. Elle a exprimé la nécessité d'intégrer la société civile à des réunions comme celle-ci afin de fixer des priorités car l'objectif suprême des politiques publiques est et sera toujours la société civile. Elle a également lancé un appel afin de maintenir un dialogue permanent et d'utiliser le « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes ».

M. Luis Armando Soto Boutín (**Coordinateur du Groupe des Politiques culturelles et des Affaires internationales du ministère de la Culture de Colombie**), au nom de la délégation colombienne, a remercié Trinité-et-Tobago de son offre d'accueillir le Forum et a offert le soutien de son pays aussi bien pour l'organisation du Forum que pour le CARFESTA, en mettant l'accent sur le fait que Trinité-et-Tobago est un pays multiculturel, un pays ouvert aux différentes cultures, doté d'une littérature et d'une musique vibrantes ainsi que d'un carnaval spectaculaire.

Son Excellence M. Manuel de Jesús Salazar Tetzagüic (**Ministre de la Culture et du Sport du Guatemala**) a précisé que le Guatemala soutient totalement, comme d'autres pays, le fonctionnement du « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes ». Il a également informé les délégués que son pays participera au projet de musée virtuel, à celui des anthologies de poésies et de nouvelles, sans oublier au travail de systématisation et de sauvetage de la tradition orale car c'est de là que vient notre vision du monde et le futur de notre culture. Il a évoqué ensuite certains éléments constitutifs de notre identité latino-américaine. Tout d'abord, l'origine autochtone de nos pays, ensuite notre multi-culturalité et notre inter-culturalité, la concordance de nos visions du monde, la richesse de notre diversité culturelle linguistique et biologique, l'importance des mouvements sociaux en faveur de la liberté et de la dignité qui sont un message transmis au monde par l'Amérique latine, l'explosion des arts populaires, la jeune poésie et la littérature des écrivains consacrés qui ont transmis un message vital au monde afin que s'humanise la technologie et se socialise l'économie dans le sens du bien commun.

M. Guillermo Moranchel (**Directeur national de l'Action fédérale et des Industries culturelles d'Argentine**) a reconnu les efforts déployés par la République bolivarienne afin de créer un climat propice à l'écoute et a indiqué que le Forum devait redimensionner son histoire et approfondir la recherche d'une identité. Il a proposé de prendre en compte trois points pour un avenir proche :

1. L'importance des données fournies par les indicateurs des systèmes d'information et comment les utiliser de la manière la plus efficace.
2. La création de conditions pour que la culture soit effectivement un facteur du renforcement de nos démocraties, qu'elle collabore aux processus d'intégration mais que, dans le même temps, elle ose être davantage un facteur de reconstruction de la citoyenneté, en respectant davantage la diversité à l'intérieur de chacun de nos pays.
3. La création d'espaces de rencontre et d'échange entre les artistes de chacun de nos pays considérée comme un élément clé du processus d'intégration.

Son Excellence M. Neville W. Wisdom (**Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Affaires culturelles des Bahamas**) a remercié Trinité-et-Tobago pour son offre d'accueillir le prochain Forum et a exprimé la volonté de son pays de lui accorder son soutien. Il a dit que, bien souvent, les décisions adoptées lors de réunions intergouvernementales en matière de culture ne sont pas appliquées. Il a exprimé son optimisme quant à la correcte application des accords qui seront adoptés pendant ce Forum. Il a dit qu'il était satisfait du « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes », élaboré par le Secrétariat technique avec le soutien de l'UNESCO, et qu'il espérait que ce projet permette l'échange de toutes les informations utiles, l'étude et la recherche, ainsi que l'interaction pratique et organisée. Il a considéré que ce projet est le plus important et concret du Forum car ce type d'initiative assure l'augmentation de la qualité de vie de nos populations et offre des possibilités de connaître la culture des autres pays. C'est un outil excellent, a-t-il ajouté, qui contribue à ce que soient atteints les objectifs de qualité de vie et d'opportunité pour tous.

Il a fait référence aux autres formes de coopération entre les Etats membres et a mentionné les championnats sportifs d'Amérique centrale et des Caraïbes comme un moyen de renforcer les liens entre les pays de la région dans d'autres domaines de la culture.

M. João Luiz Silva Ferreira (**Secrétaire exécutif du ministère de la Culture du Brésil**) a évoqué les efforts réalisés par le Venezuela afin de promouvoir le dialogue et de tenter de construire ou de reprendre la construction de l'instrument d'intégration qu'est le Forum et a fait l'éloge de l'état d'esprit de Trinité-et-Tobago qui garantit la continuité de la réunion, qui va se tenir maintenant dans les Caraïbes.

Il a dit qu'il avait apprécié le consensus qui s'était manifesté dans les débats au sujet du rôle du Forum. A certains moments, la déclaration politique concernant le rôle de la culture dans le développement et le sens de l'intégration régionale a prédominé et à d'autres moments, des thèmes et des références pratiques destinés à ce que les intentions d'intégration aient des chances de se matérialiser ont été abordés.

Il a dit également qu'un projet national passe nécessairement par des projets de développement culturel, que lorsque l'économie s'isole des aspects sociaux et environnementaux elle devient un problème beaucoup plus grand et cesse de bénéficier à la population. Il a applaudi le fait que puisse se tenir un débat entre tous les pays de la région sans exclusion.

Il a dit que nous avons, en tant que région, d'immenses possibilités et que les diverses expériences en matière de gestion culturelle, évoquées à l'occasion d'un débat profond et technique, pourraient être un important facteur stimulant le développement. Il a exprimé son soutien à la proposition de la déléguée chilienne portant sur l'articulation entre le MERCOSUR et le CARICOM et a suggéré d'autres articulations sectorielles ou par thèmes susceptibles de donner de bons résultats. Il a évoqué également la présence culturelle des africains et des descendants d'africains et leur problématique socioculturelle, dans la mesure où, souvent, ces populations ne tirent aucun avantage de leur contribution culturelle à chaque pays et au continent tout entier ; cette question devant être débattue au Forum afin de trouver des alternatives et de proposer des politiques profitant à ces population.

Il a proposé également de faciliter la circulation des biens et des services culturels à travers le continent et de permettre à des artistes de se rencontrer et de partager leurs expériences. Il a invité Trinité-et-Tobago et les autres pays ayant une forte tradition carnavalesque à la présenter lors des carnivals brésiliens de Bahia ou de Rio de Janeiro.

Son Excellence M. Rodwell Ferguson (**Ministre d'Etat à l'Education, à la Jeunesse, aux Sports et à la Culture de Belize**) est intervenu pour préciser que, bien qu'il soit d'accord à cent pour cent avec les propos qui ont été tenu lors des débats et avec ce qui a été décidé, il ne pouvait s'engager à souscrire aucun document sans l'avoir présenté au préalable aux autorités dont il dépend afin que celles-ci prennent les décisions pertinentes. Il a applaudi l'offre de la délégation de Trinité-et-Tobago d'accueillir le prochain Forum.

D'autre part, il a souligné les efforts réalisés par le gouvernement de Cuba pour renforcer les relations entre les pays de la région et a mentionné tout particulièrement les résultats positifs pour son pays de l'opération Milagros.

Il a dit qu'il était important d'encourager le tourisme en tant que voie permettant de connaître et de comprendre davantage les cultures des pays présents à ce Forum.

Il a dit que son pays tire déjà des avantages de ses relations avec l'Amérique centrale et de sa qualité de membre du CARICOM. Il a dit qu'il était intéressé par le développement des relations entre Belize et l'Amérique du sud.

Mme. Silvia Díaz Alvarado (**Présidente du CONAC de la République bolivarienne du Venezuela et Modératrice de la séance**) a proposé d'approuver comme un tout l'ensemble des modifications du règlement du Secrétariat *pro tempore* proposées par le secrétariat lui-même et dont tous les participants ont été informés. Elle a également proposé que les membres du Forum réalise un vote de confiance en faveur du Secrétariat *pro tempore* afin d'aborder avec l'UNESCO la question du renforcement de sa coopération avec le Forum, proposition contenue également dans la documentation remise aux participants.

Mme. Olga Rufins Machin (**Secrétaire technique du Forum**) a rappelé que le Secrétariat *pro tempore* s'est réuni à trois reprises depuis le XIII^{ème} Forum et que, résultat du travail de ces réunions, un ensemble de propositions de modifications du règlement du Secrétariat *pro tempore* - qui ont été transmises au participants au début du Forum - avaient été approuvées lors de la dernière réunion qui s'est tenu à Caracas en juin 2005. Elle a rappelé que ces propositions avaient été élaborées par le Secrétariat *pro tempore* conformément au point n°1 du Plan d'action du XIII^{ème} Forum concernant le « Renforcement de la structure organisationnelle du Forum ». Elle a précisé que la présidence du Secrétariat avait préféré soumettre à la considération de tous ces deux accords comme un tout, en tenant compte du fait que la majorité des questions qu'ils abordent ont fait l'objet du consensus des délégués du XIV^{ème} Forum. Elle a demandé aux participants de se reporter à ces questions et s'ils estiment que cela n'est pas nécessaire, de les soumettre au vote.

(Les délégués ont voté en faveur de l'approbation des propositions présentées par le Secrétariat *pro tempore*, organe permanent du Forum) (Ver annexe n°1)

Mme. Olga Rufins Machin (**Secrétaire technique du Forum**) est intervenue au sujet de l'adoption des documents qui vont refléter les questions qui ont été débattues et analysées. Après avoir reconnu le travail des membres du Comité des rapporteurs, du Comité chargé du Plan d'action et du Secrétariat *pro tempore*, elle a transmis aux participant la proposition de la Présidence du Secrétariat *pro tempore* selon laquelle les participants réaliseront un vote de confiance en faveur de l'organe permanent du Forum et du Secrétariat technique pour que ces derniers procèdent à la révision des résumés existants, en fixant par la suite, une fois les documents distribués, un délai pour recevoir leurs considérations relatives à toute correction ou ajout nécessaire.

Mme. Pilar Entrala (**Coordinatrice des Relations internationales du Conseil national de la Culture et des Arts du Chili**) a exprimé son inquiétude sur le fait que le Forum ne dispose pas d'une déclaration politique qui lui serve de fondement. Elle a dit que le Rapport est un document qui identifie certaines priorités régionales mais que, sans une volonté politique exprimée au moyen d'un document final, le Forum n'a pas de fondement.

Mme. Silvia Díaz Alvarado (**Présidente du CONAC de la République bolivarienne du Venezuela et Modératrice de la séance**) a dit qu'il était prévu de faire un résumé des rapports des deux jours de travail ainsi qu'un Plan d'action assez dense. Elle a rappelé la proposition du ministre Sesto de travailler plutôt avec un Plan d'action qu'avec une Déclaration finale.

Mme. Pilar Entrala (**Coordinatrice des Relations internationales du Conseil national de la Culture et des Arts du Chili**) a dit qu'un Plan d'action sans Déclaration finale était quelque chose de bizarre et pourrait avoir comme conséquence que le Plan d'action ne fonctionne pas. Elle a dit néanmoins que le fait d'essayer de nouvelles formules pouvait permettre de trouver des solutions afin d'être plus efficaces.

M. Luis Armando Soto Boutín (**Coordinateur du Groupe des Politiques culturelles et des Affaires internationales du ministère de la Culture de Colombie**), a rappelé qu'historiquement le Forum a toujours produit une déclaration résumant les volontés

politiques et a considéré qu'il était indispensable de pouvoir compter sur un tel document au moment même où le Forum resurgit comme un espace politique de dialogue. Il a proposé une formule intermédiaire consistant en une déclaration de deux paragraphes de ce Forum ratifiant pleinement l'importance du Forum des ministres de la Culture d'Amérique latine et des Caraïbes et a ajouté qu'une petite commission pouvait être formée pour rédiger cette proposition.

Mme. Silvia Díaz Alvarado (**Présidente du CONAC de la République bolivarienne du Venezuela et Modératrice de la séance**) a exprimé son soutien à la proposition de la Colombie de former une commission chargée de la rédaction de la Déclaration finale et a proposé qu'elle soit composée du Chili, de la Colombie, de Trinité-et-Tobago, du Mexique et du Venezuela, pays qui pourraient également travailler au Rapport et au Plan d'action.

M. Avelino Stanley (**Sous-secrétaire d'Etat à la Culture, à la Créativité et à la Participation populaire de la République Dominicaine**) a exprimé son accord sur ce qui a été dit et a proposé que, pendant que la commission désignée rédige les paragraphes de la Déclaration finale, les autres participants réfléchissent à la Charte sociale et prennent les décisions s'y rapportant.

Mme. Pilar Entrala (**Coordinatrice des Relations internationales du Conseil national de la Culture et des Arts du Chili**) a dit qu'elle ne considérerait pas qu'il faille prendre une quelconque décision au sujet de la Charte sociale vu qu'elle relève du Forum de l'OEA et qu'elle est en plein processus d'élaboration.

M. Luis Armando Soto Boutín (**Coordinateur, Groupe des Politiques culturelles et des Affaires internationales du ministère de la Culture de Colombie**), a précisé que dans la mesure où le rapport inclut les accords, nous sommes en présence d'un document exprimant des volontés politiques focalisées, or celles-ci auraient davantage leur place dans une déclaration que dans un rapport. Il a invité à réaliser des efforts afin de mieux différencier les documents que va produire le Forum.

Son Excellence M. Luis Federico Hernández Aguilar (**Président du Conseil national pour la Culture et l'Art du Salvador**) a demandé que l'on respecte ce que prévoit l'agenda au sujet de l'approbation d'une Déclaration finale et d'un Plan d'action du Forum.

Son Excellence M. Abel Prieto (**Ministre de la Culture de Cuba**) a dit que le Rapport ne devait contenir aucune déclaration de caractère politique car, selon lui, un rapport est une description approximative et synthétique du contenu des débats. Il a dit qu'il considérerait opportun que le Rapport circule par la suite parmi les participants afin qu'il soit révisé et que l'on se mette d'accord sur le fait de savoir s'il reflète ou non les débats. Il a souligné qu'il ne fallait en aucun cas approuver de manière précipitée le Rapport. Il a souligné également que le plus important était de parvenir à élaborer un Plan d'action. Il a exprimé son accord avec la proposition du Chili et de la Colombie visant à former une commission pour la préparation d'un document final exprimant de manière très synthétique les idées fondamentales qui ont fait l'objet d'un consensus, afin qu'il soit présenté aux délégués après le gala artistique prévu au programme de ce soir. Il a rappelé que ce n'est pas la première fois que la Déclaration finale d'un Forum est approuvée au dernier moment.

Mme. Silvia Díaz Alvarado (**Présidente du CONAC de la République bolivarienne du Venezuela et Modératrice de la séance**) a invité la délégation cubaine à faire partie de la commission créée pour la préparation du document final.

M. José Antonio Fúnez Rodríguez (**Sous-secrétaire d'Etat à la Culture, aux Arts et aux Sports du Honduras**) a procédé à la lecture des 8 stratégies proposées pour le Plan d'action, issues des débats et des propositions des Etats membres et sujettes à modification (Voir annexe n°2). Il a exprimé sa reconnaissance à M. Carlos Santos de République Dominicaine, Mme. Felicia Morales du Venezuela, Mme. Riane de Haas-Bledoeg du CARICOM et M. Martín Bedolla Sáenz de Bolivie pour leur contribution à la rédaction du document.

Son Excellence Mme. Magdalena Úbeda de Rodríguez (**Directrice générale de l'Institut nicaraguayen de la Culture**) a suggéré qu'une petite commission révise, du point de vue stylistique, le texte afin de l'améliorer.

M. Guillermo Moranchel (**Directeur national de l'Action fédérale et des Industries culturelles d'Argentine**) a proposé que soit distribuée une copie du document présenté par le Honduras afin que tous puissent réaliser leur apport.

Son Excellence M. Abel Prieto (**Ministre de la Culture de Cuba**) a demandé à ce que le Plan d'action qui a été lu soit rédigé de manière plus synthétique afin de pouvoir être révisé par les participants au Forum et à veiller à ce que la qualité des résultats obtenus dans un Forum si riche en interventions et apports ne diminue pas du fait de la précipitation du processus nécessaire à l'obtention de certains documents à temps. Il a lancé un appel aux participants afin qu'ils prennent en compte que le Plan d'action doit refléter les propositions faites lors de cette rencontre, mais également d'autres actions entreprises antérieurement et qui vont continuer à se développer, car il faut soumettre le document à une révision qualitative.

En ce qui concerne le projet de musée virtuel proposé par le Venezuela, il a signalé qu'il exigeait une sorte de responsabilité de chacun des pays de la région, comme par exemple la désignation de responsables. Il a également évoqué la nécessité de compléter la désignation des coordinateurs nationaux du « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes ». Il a mentionné la proposition portant sur la réalisation d'anthologies littéraires de nouvelles et de poésies. Il a souligné que certains de ces thèmes exigeaient d'être débattus davantage et que ces discussions pourraient se réaliser à travers le secrétariat *pro tempore* et le secrétariat technique.

Il a proposé de se concentrer sur la déclaration politique afin d'en terminer la rédaction et, par la suite, de faire circuler le Plan d'action et le Rapport afin d'avoir un peu plus de temps pour travailler ce dernier et d'arriver au Forum de Trinité-et-Tobago en ayant réalisé des progrès significatifs.

Son Excellence M. Luis Federico Hernández Aguilar (**Président du Conseil national pour la Culture et l'Art du Salvador**) a exprimé son soutien à la proposition du délégué cubain, en précisant qu'il n'y avait pas lieu de « se dépêcher » en ce qui concerne le Plan d'action, mais qu'il fallait que tous repartent avec la Déclaration, même brève. Il a mis l'accent sur le fait de ne pas traiter seulement la question des droits culturels mais également des devoirs dans le cadre des responsabilités.

Mme. Silvia Díaz Alvarado (**Présidente du CONAC de la République bolivarienne du Venezuela et Modératrice de la séance**) a exprimé également son soutien aux propositions formulées par le ministre de la culture de Cuba.

M. Luis Armando Soto Boutín (**Coordinateur du Groupe des Politiques culturelles et des Affaires internationales du ministère de la Culture de Colombie**), a exprimé son soutien à la proposition du ministre de la culture de Cuba et a insisté sur la nécessité de concentrer les points abordés par le Plan d'action. Il a rappelé qu'une des faiblesses du Forum a été de faire de ce document un texte fourre-tout. Il a demandé que soit rédigé un texte abordant moins de points mais dont l'impact soit plus grand.

Il a demandé à ce que le Plan d'action soit revu avec, avant tout, un souci de synthèse et de réorganisation. Il a proposé au secrétariat *pro tempore* et au secrétariat technique d'organiser un forum virtuel traitant du Rapport et du Plan d'action afin d'approfondir la réflexion sur ces deux documents.

M. José Antonio Fúnez Rodríguez (**Sous-secrétaire d'Etat à la Culture, aux Arts et aux Sports du Honduras**) a précisé que se sont les stratégies concernant le Plan d'action qui avaient été lues et a demandé de ne pas confondre les stratégies et les actions. Il a dit que, par exemple, le thème de l'anthologie est une action et non une stratégie. Il a souligné que des stratégies ont été définies mais qu'il faudrait qu'un comité technique termine la rédaction du document en précisant les actions et les dates possibles de réalisation.

M. Eudoro Fonseca Yerena (**Directeur général des Relations culturelles du Conseil National de la Culture et des Arts du Mexique**) a dit, qu'à son avis, le problème auquel il fallait faire face était d'ordre méthodologique, bien qu'il dépasse évidemment la question de la simple méthode.

Il a rappelé le caractère très ouvert de l'agenda et de la convocation au Forum et que c'est là l'origine d'une partie de sa qualité, ce qui a permis un débat très productif auquel les participants ont réalisé de nombreuses contributions, mais que cette même flexibilité et ce même caractère ouvert ont entraîné des difficultés particulières pour l'élaboration des documents qui doivent émaner du Forum.

Il a exprimé son soutien à la proposition du ministre de la Culture de Cuba de travailler à l'élaboration d'une Déclaration finale et a ajouté que, de plus, on pourrait améliorer le Plan d'action conformément à la proposition de la Colombie c'est-à-dire en transmettant, pendant un délai donné, les avis par la voie numérique du « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes ».

En ce qui concerne le Plan d'action, il a mis en garde sur le fait que de nombreuses propositions de caractère très ouvert et très hétérogène ont été présentées et a indiqué que, dans de nombreux cas, les votes permettant de dégager des consensus afin de distinguer ce qui dans les propositions nous concerne tous n'ont pas eu lieu.

En ce qui concerne la proposition de création d'un fonds, il a dit, qu'en cas d'accord, il faudrait préciser certains points comme celui des contributions, de leur importance, des délais, des modes, etc.

Il a dit que la plus grande réussite du Forum a été son actualisation et la reconnaissance de son importance politique pour la promotion culturelle et qu'il constitue l'expression de la volonté de solidarité dans cette région d'Amérique latine et des Caraïbes. Il a dit, qu'à son avis, la Déclaration devait être synthétique et forte, sans être trop longue, mais il a mis l'accent sur le fait qu'elle devait exprimer l'importance accordée par tous au Forum, importance qu'il a qualifié de donnée essentielle de la réunion.

Il s'est prononcé en faveur de la préparation d'un document dense, concis et fort contenant deux ou trois idées politiques et sur le fait que le Plan d'action devait être réservé à des points plus généraux, moins sujets à controverse et susceptibles d'être approuvés par tous. Il s'est prononcé également en faveur de la réalisation d'actions liées au Plan d'action par la voie virtuelle afin de faciliter les travaux de conclusion du Forum.

Son Excellence Mme. Magali Comeau Denis (**Ministre de la Culture et de la Communication d'Haïti**) a exprimé son soutien aux propositions du Mexique et de la Colombie concernant l'élaboration des documents du Forum. Elle a demandé à ce que la Déclaration finale serve de principal document de référence au Plan d'action, car elle contiendra la réaffirmation des volontés politiques.

M. João Luiz Silva Ferreira (**Secrétaire exécutif du ministère de la Culture du Brésil**) a dit qu'il pensait que l'ampleur des questions abordées pendant la réunion avait empêché de conclure la réunion en produisant un document clair. Il a exprimé son soutien à la proposition de Cuba d'élaborer une Déclaration finale exprimant la signification politique, l'unité du Forum, qui soit un instrument important de construction et de nous accorder un peu de temps pour rédiger un document qui soit un plan de travail élaboré sur la base d'une stratégie davantage développée.

Il a dit que, dans la mesure où des actions isolées semblent faire l'objet d'un consensus, nous devrions les approuver à titre de propositions indépendantes, comme, par exemple, le musée virtuel, le « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes », l'idée de renforcement du Forum à travers la création d'un réseau de manifestations régionales ; propositions qui seraient approuvées dans des termes généraux, pour ensuite, sous la coordination du Secrétariat *pro tempore*, chercher toutes les solutions pour les mettre en œuvre dans un délai minimum.

Mme. Silvia Díaz Alvarado (**Présidente du CONAC de la République bolivarienne du Venezuela et Modératrice de la séance**) a énuméré les accords auxquels il a été parvenu et a annoncé la clôture de la séance de l'après-midi du second jour du Forum afin de permettre à la commission désignée de travailler à la préparation du brouillon de la

Déclaration finale qui sera révisé et discuté une fois terminé le gala culturel prévu au programme. Elle a ajouté que la commission chargée du Plan d'action travaillerait également à la révision du Document. Enfin, elle a dit que le Secrétariat technique apporterait son soutien au Secrétariat *pro tempore* afin de présenter, dans un délai n'excédant pas 10 jours, le Plan d'action et le Rapport au travers d'un forum virtuel intégré au « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes ».

Son Excellence M. Luis Federico Hernández Aguilar (**Président du Conseil national pour la Culture et l'Art du Salvador**) a dit, qu'à son avis, ce qui avait été approuvé dans l'Agenda au sujet de la discussion de la Charte sociale n'avait pas été respecté.

Mme. Silvia Díaz Alvarado (**Présidente du CONAC de la République bolivarienne du Venezuela et Modératrice de la séance**) a dit que la séance de l'après-midi avait commencé avec un peu de retard et que l'on avait consacré un peu plus de temps que prévu au thème du renforcement du Forum, ce qui explique que le temps a manqué pour débattre de la Charte sociale des Amériques. Elle a proposé aux délégués d'utiliser le forum virtuel du « Portail de la Culture de l'Amérique latine et des Caraïbes » pour transmettre au Secrétariat technique du Forum leurs commentaires et observations. Elle a dit sa conviction, en tant que représentante d'un Etat membre du Secrétariat *pro tempore*, que le Forum est sorti renforcé de ces débats, en disposant d'une Déclaration finale, d'un Plan d'action et d'un nouveau siège pour 2006.

Elle a exprimé ses remerciements à toute l'équipe qui a contribué à la bonne marche des travaux du Forum, à l'ensemble de l'équipe technique, à l'ensemble du personnel du Conseil National de la Culture et du ministère de la Culture de la République bolivarienne du Venezuela, aux vice-ministres de la Culture de la République bolivarienne du Venezuela qui ont assisté à la réunion, aux présidents des instituts autonomes et à tous les participants. Elle a rappelé que toutes les délégations avaient rendez-vous, après le gala artistique prévu au programme, dans le salon des réunions pour réviser le texte de la Déclaration finale.

Son Excellence M. Manuel de Jesús Salazar Tetzagüic (**Ministre de la Culture et du Sport du Guatemala**) a remercié tous les participants pour la patience et la compréhension dont ils ont fait preuve en ce qui concerne la question des documents finals du Forum et a indiqué que tout ceci était du au fait que les délégués avaient l'habitude de disposer de textes élaborés avant la réunion. Il a néanmoins souligné que tout le monde avait eu la possibilité de s'exprimer librement et de rêver à la culture. Il a dit que le plus important était ce qui avait été débattu, ce que chacun allait ramener dans son pays et allait pouvoir développer, dans le cadre de ses lois, sur la base des consensus obtenus. Il a qualifié de sage la solution consistant à travailler avec deux commissions, l'une étant chargée d'élaborer le texte de la Déclaration finale et l'autre d'affiner le Plan d'action, ce dernier étant un texte d'une très grande valeur qui devra être revu dans un délais raisonnable afin d'être mis en œuvre par tous.

Il a estimé que cette réunion a permis d'enrichir, de renforcer et de stimuler l'unité culturelle latino-américaine et caribéenne qui est le grand rêve de tous.

Epilogue : Après le gala artistique qui avait lieu le 29 décembre au soir, les délégués se sont réunis une nouvelle fois, sous la présidence de Son Excellence M. Francisco Sesto, Ministre de la Culture du Venezuela, et ont discuté et approuvé la Déclaration finale de la réunion. Ils se sont également mis d'accord sur le fait que des versions révisées dans les langues de travail du Forum seraient distribuées postérieurement.

